

TABLE DES MATIÈRES

Composition du Comité	V
Mot du Président du Comité	XI
Introduction générale	1

PREMIÈRE PARTIE LA FAMILLE D'HIER À AUJOURD'HUI

Chapitre premier – Survol historique du droit de la famille québécois	13
SECTION 1 – La conjugalité.....	15
A. Le <i>Code civil du Bas Canada</i> de 1866 et ses suites législatives	15
B. La Révolution tranquille.....	18
C. La réforme du droit de la famille de 1980	19
D. Les années 80.....	21
E. La réforme du Code civil de 1994	22
F. L'union civile	24
G. Le mariage entre conjoints de même sexe.....	25
SECTION 2 – La parenté et la filiation.....	26
A. Le <i>Code civil du Bas Canada</i> de 1866	26
B. La Révolution tranquille.....	28
C. La réforme du droit de la famille de 1980	30
D. Les années 90.....	31
E. La réforme de la filiation de 2002	33
Chapitre deuxième – Portrait sociodémographique des changements familiaux au Québec	35
SECTION 1 – Les transformations de la conjugalité.....	36
A. Le recul du mariage et la montée du divorce.....	36
B. La progression de l'union libre et de l'instabilité conjugale	41

C. Les nouvelles formes d'unions conjugales: unions civiles et mariages entre conjoints de même sexe.....	43
D. L'instabilité des unions libres: impact du mariage et de la venue d'un enfant.....	46
E. Les couples en union libre: importance relative parmi l'ensemble des couples	47
SECTION 2 – La fécondité et l'union libre.....	48
A. La fécondité et la progression des naissances hors mariage.....	48
B. Comparaison de la fécondité des couples mariés et des couples en union libre	51
SECTION 3 – La diversification de la structure des familles...	53
A. L'évolution de la composition des familles biparentales et monoparentales	53
B. L'évolution des familles: l'effet de la recomposition familiale et de l'instabilité conjugale.....	54
C. L'environnement familial des enfants	58
SECTION 4 – Quelques caractéristiques de la vie familiale contemporaine.....	61
A. L'évolution de l'activité économique des femmes québécoises	61
B. Les divers types de famille et le revenu.....	64
C. Comparaison des gains d'emploi des conjoints.....	66
D. La gestion de l'argent chez les couples en union libre et les couples mariés	71

DEUXIÈME PARTIE

LES PRINCIPES DIRECTEURS DE LA RÉFORME

1. L'intérêt et les droits de l'enfant au cœur des priorités.....	75
2. Une réponse inclusive et adaptée à la diversité des couples et des familles.....	76
3. L'enfant, une responsabilité commune source d'interdépendance.....	77
4. Le couple, un espace d'autonomie de la volonté et de liberté contractuelle.....	78

5. Des justiciables éclairés sur leurs droits et leurs obligations.....	79
6. Une justice familiale accessible.....	81

**TROISIÈME PARTIE
LES ORIENTATIONS DE LA RÉFORME**

Mise en contexte – La question de départ.....	87
1. La mission du droit de la famille.....	88
2. Les sources d’interdépendance conjugale ou familiale.....	89
3. L’enfant comme critère de détermination des droits et obligations.....	90
Chapitre premier – Le régime parental impératif.....	93
SECTION 1 – La contribution aux charges de la famille.....	95
SECTION 2 – La protection et l’attribution de la résidence familiale.....	96
SECTION 3 – La compensation des désavantages économiques subis en raison de la prise en charge de l’enfant commun.....	99
A. Les options rejetées.....	101
1. Le partage des biens familiaux.....	101
2. L’obligation alimentaire de nature compensatoire..	102
B. L’option retenue: la « prestation compensatoire parentale ».....	106
1. Compensation des désavantages économiques subis durant la vie commune en raison du partage des rôles parentaux.....	108
a) Non-proportionnalité des désavantages économiques subis par le parent ayant assumé un rôle parental.....	108
1° Rôle parental.....	108
2° Nature des désavantages.....	109
3° Critère de proportionnalité.....	110
4° Délai de la demande.....	111
5° Détermination du quantum.....	112

6° Modalités de paiement	116
7° Présomptions	117
8° Mesures « provisoires et conservatoires »	119
b) Contribution excédentaire aux charges de la famille	122
1° Intention libérale	123
2° Quantum, modalités de paiement, mesures conservatoires et provisoires et délais	123
2. Compensation des désavantages économiques subis à la suite de la rupture de l'union conjugale ou en l'absence de vie commune des parents	124
a) Désintérêt, désengagement ou autre manquement important d'un parent dans l'exercice de ses devoirs parentaux	126
1° Manquement important	127
2° Exclusions, délais, quantum, modalités de paiement et mesures conservatoires et provisoires	129
b) Enfant dont l'état de santé commande une présence ou un soutien exceptionnel	131
Chapitre deuxième – Le régime conjugal	137
SECTION 1 – L'union de fait	140
A. L'autonomie de la volonté et la liberté contractuelle comme toile de fond	140
B. Un cadre juridique spécifique basé sur une logique d'« opting in »	144
1. Les conditions de reconnaissance de l'union de fait	145
2. La preuve de l'union de fait	146
3. Le contrat d'union de fait	147
4. La fin de l'union de fait	149
C. Enrichissement injustifié ou prestation compensatoire	150
D. Droit successoral et assurance-vie	154
E. Prescription entre conjoints	159

SECTION 2 – Le mariage.....	160
A. Une toile de fond... aux mêmes couleurs d'autonomie de la volonté et de liberté contractuelle..	160
B. Un cadre juridique basé sur une logique d'«opting out»	164
1. Les effets patrimoniaux.....	166
a) La contribution aux charges du mariage et la responsabilité des dettes	166
b) La protection et l'attribution de la résidence familiale	168
c) Le partage des biens	170
d) La prestation compensatoire	176
e) L'obligation alimentaire	177
2. Les effets extrapatrimoniaux.....	180
a) Les devoirs de respect, de fidélité, de secours, d'assistance et de vie commune	180
b) La direction morale et matérielle de la famille, le mandat et la responsabilité solidaire à l'égard des dettes du ménage	183
c) Le nom des époux.....	185
C. Le contrat de mariage	188
D. Droit successoral et assurance-vie	191
E. La célébration du mariage	193
1. Attestation préalable	193
2. Célébrant proche parent d'un des futurs époux.....	195
F. La dissolution du mariage et la séparation de corps.....	197
SECTION 3 – L'union civile.....	198
Chapitre troisième – La filiation	201
SECTION 1 – La disposition générale.....	203
SECTION 2 – La filiation par le sang.....	205
A. Un nouveau titre : «De la filiation de l'enfant né d'une procréation naturelle».....	208
B. Des modes d'établissement de la filiation de l'enfant né d'une procréation naturelle.....	208
1. L'établissement non judiciaire de la filiation.....	209
a) La filiation maternelle.....	209

b) La filiation paternelle	210
1° La déclaration de paternité aux fins de l'acte de naissance et la possession constante d'état ou le fondement volontariste de la filiation paternelle	211
2° La présomption de paternité : élargissement ou abrogation?.....	215
3° La reconnaissance volontaire : un «aveu» plus qu'un mode d'établissement réel	220
2. L'établissement judiciaire de la filiation et la contestation	221
a) Les actions relatives à la filiation.....	224
1° L'uniformisation des actions visant à contester la filiation paternelle	224
2° L'imprescriptibilité des actions relatives à la filiation	225
 SECTION 3 – La filiation de l'enfant issu de la procréation assistée	
A. Le projet parental avec recours à l'assistance d'un tiers à la procréation (procréation assistée «classique»).....	229
1. Les conditions d'existence et la preuve du projet parental	229
2. L'établissement de la filiation de l'enfant issu d'une procréation assistée classique.....	232
a) L'établissement non judiciaire de la filiation	233
1° La filiation maternelle (avec la mère de naissance)	233
2° La seconde filiation	234
i. La déclaration de naissance et la possession constante d'état	234
ii. La présomption de parenté.....	236
b) L'établissement judiciaire de la filiation et la contestation	238
1° Réclamation d'état.....	238
2° Contestation d'état	241
3° Renvoi	242

3. Le statut de l'auteur de l'apport des forces génétiques.....	242
B. Le projet parental avec recours à une mère porteuse ..	245
1. Cadre légal actuel	246
2. Constat, principes-cadres et orientations	251
3. Cadre juridique proposé	254
a) La voie administrative.....	255
1° Formalités précédant la conception de l'enfant	256
i. L'acte notarié.....	256
ii. Le volet psychosocial.....	257
2° Établissement de la filiation après la naissance de l'enfant	258
i. Toutes les parties impliquées consentent à donner suite au projet parental notarié	259
ii. La mère porteuse refuse de donner suite au projet parental	260
iii. Les parents d'intention refusent de donner suite au projet parental	261
iv. Un des protagonistes décède, devient inapte ou disparaît avant d'avoir manifesté sa volonté	263
b) La voie judiciaire	264
1° Substitution de la filiation après la naissance de l'enfant	266
i. Toutes les parties impliquées entendent donner suite au projet parental	266
ii. La mère porteuse refuse de donner suite au projet parental	267
iii. Les parents d'intention refusent de donner suite au projet parental	268
iv. Un des protagonistes décède, devient inapte ou disparaît avant d'avoir pu manifester sa volonté.....	268
4. Autres questionnements.....	269
a) Âge minimal et maximal de la mère porteuse ...	270
b) Contribution génétique de la mère porteuse	271

c) Expérience de grossesse et de naissance de la mère porteuse	273
d) Liens de parenté de la mère porteuse avec le ou les parents d'intention	274
e) Nombre de contributions à titre de mère porteuse	275
f) Contribution génétique des parents d'intention	275
g) Grossesse multiple de la mère porteuse.....	276
h) Capacités parentales des parents d'intention	277
SECTION 4 – La filiation adoptive	281
SECTION 5 – La preuve de la filiation	282
SECTION 6 – L'accès aux dossiers d'adoption et de procréation médicalement assistée	283
A. Le principe de confidentialité et ses tempéraments	283
1. L'adoption.....	283
2. La procréation médicalement assistée	286
B. Le droit de l'enfant à la connaissance de ses origines...	288
1. Fondements et finalités.....	288
2. Un droit qui appartient à l'enfant.....	290
a) Une consécration dans la Charte québécoise des droits et libertés	291
b) Un encadrement dans le Code civil.....	292
1° Les principes-cadres.....	292
2° Les conditions d'exercice	294
i. Âge de l'enfant.....	294
ii. Veto à la divulgation de l'identité en matière d'adoption et infanticide.....	295
iii. Veto de contact.....	296
iv. Droit des parents d'origine et des donneurs de gamètes à la connaissance de l'identité de l'enfant	297
v. Droit transitoire	299

Chapitre quatrième – L'autorité parentale et l'obligation alimentaire	301
SECTION 1 – Aperçu sommaire des institutions	303
A. L'autorité parentale	303
B. L'obligation alimentaire	305
SECTION 2 – Enjeux spécifiques	307
A. Statut juridique du beau-parent	307
1. Statut durant la vie commune	307
2. Statut lors de la rupture conjugale	313
3. Régime parental impératif	322
a) Durant la vie commune	323
b) Au jour de la rupture	324
B. La punition corporelle	325
Chapitre cinquième – Le droit transitoire	331
SECTION 1 – Le régime parental impératif	333
A. Imposition aux parents de l'obligation de contribuer aux charges de la famille proportionnellement à leurs facultés respectives	333
B. Assujettissement des parents aux mesures de protection et d'attribution de la résidence familiale ...	333
C. Aménagement du droit à la prestation compensatoire parentale	334
1. Compensation des désavantages économiques subis durant la vie commune	334
a) Non-proportionnalité des désavantages économiques	334
b) Contribution excédentaire aux charges de la famille	334
2. Compensation des désavantages économiques subis à la suite de la rupture de l'union conjugale ou en l'absence de vie commune des parents	335
SECTION 2 – Le régime conjugal	335
A. Le mariage	335
1. Aménagement d'un droit de retrait par contrat de mariage aux effets du mariage («opting out») ...	335

2.	Substitution du « régime légal du patrimoine familial » à la société d'acquêts	335
3.	Aménagement de nouvelles modalités en matière de prestation compensatoire conjugale	336
4.	Abrogation du mandat présumé entre époux et du principe de solidarité à l'égard du tiers pour les dettes du ménage	336
5.	Nom du conjoint et changement de nom	336
6.	Abrogation de la possibilité pour les époux de se consentir des donations à cause de mort à titre irrévocable.....	336
7.	Renversement de la présomption d'irrévocabilité au profit d'une présomption de révocabilité en matière d'assurance-vie.....	337
B.	L'union de fait.....	337
1.	Établissement de nouvelles conditions de reconnaissance de l'union de fait	337
2.	Établissement de nouvelles règles régissant la preuve de l'union de fait.....	337
3.	Établissement de nouvelles règles consacrant formellement le contrat d'union de fait	337
4.	Établissement de nouvelles règles régissant la fin de l'union de fait.....	338
5.	Élargissement aux conjoints de fait du droit de réclamer une prestation compensatoire conjugale.....	338
6.	Révocation des legs consentis entre conjoints de fait	338
7.	Élargissement au profit des conjoints de fait de la règle successorale prévoyant le droit à une attribution préférentielle de la résidence familiale et des meubles du ménage.....	338
8.	Élargissement de la règle établissant l'insaisissabilité du produit d'assurance-vie au profit des conjoints de fait	339
9.	Caducité de la désignation du conjoint de fait à titre de bénéficiaire d'une police d'assurance-vie...	339

10. Suspension de la prescription durant la vie commune.....	339
C. L'union civile	339
SECTION 3 – La filiation	340
A. La filiation actuellement dite par le sang.....	340
1. Nouvelle définition de la possession constante d'état	340
2. Nouvelle définition du «verrou de filiation» de l'actuel article 530 C.c.Q.	340
3. Maintien de la présomption de paternité et élargissement au conjoint de fait, ou abrogation (selon la thèse avancée).....	340
4. Uniformisation des actions en contestation de la filiation (si la présomption de paternité devait être maintenue).....	341
5. Imprescriptibilité des actions en réclamation ou en contestation d'état (sous réserve des délais de déchéance imposés en cas de décès).....	341
B. La filiation de l'enfant né d'une procréation assistée ...	342
1. La procréation assistée dite classique	342
a) Nouvelle définition de la possession constante d'état.....	342
b) Abrogation de la présomption de parenté.....	342
c) Établissement judiciaire de la filiation sur la base du projet parental, sans égard au statut conjugal des parents	342
d) Nouvelle définition du «verrou de filiation» de l'actuel article 530 C.c.Q.	343
e) Application des règles de preuve et de procédure relatives aux actions en contestation et en réclamation d'état de l'enfant issu d'une procréation naturelle, compte tenu des adaptations nécessaires.....	343
f) Interdiction pour l'auteur de l'apport des forces génétiques au projet parental d'autrui de réclamer une filiation avec l'enfant, peu importe la forme qu'aura empruntée son assistance à la procréation.....	343

2. La procréation assistée dite classique impliquant le recours à une mère porteuse	344
a) Établissement de la filiation avec les parents d'intention par la voie administrative.....	344
b) Établissement de la filiation avec les parents d'intention par la voie judiciaire.....	344
3. Le droit à la connaissance des origines	344
SECTION 4 – Autorité parentale et obligation alimentaire	345
A. Partage d'autorité parentale	345
B. Statut <i>in loco parentis</i>	345
C. Maintien des relations personnelles.....	346
Chapitre sixième – Politique de diffusion du droit de la famille.....	347
SECTION 1 – Nouveaux époux	351
SECTION 2 – Nouveaux conjoints de fait	351
SECTION 3 – Nouveaux parents	353
SECTION 4 – Droit transitoire relatif au régime parental impératif et au régime conjugal.....	354
SECTION 5 – Filiation, autorité parentale et obligation alimentaire	355
Conclusion de la Troisième partie – Esquisse d'une table des matières du Livre deuxième sur la famille	357
Notes	361
Sommaire des recommandations	549
Table de la législation	583
Table des jugements	595
Bibliographie	603

TABLE DES MATIÈRES

Annexe I – Rapport préliminaire du Comité consultatif sur le droit de la famille.....	655
Annexe II – Tableau sur le droit applicable aux conjoints de fait dans les provinces et territoires canadiens anglais	673
Annexe III – Tableau sur le droit applicable à la maternité de substitution dans les provinces et territoires canadiens anglais	687
Annexe IV – Aperçu des principaux transferts gouvernementaux et mesures fiscales reliés à la famille	695
Annexe V – Harmonisation du droit social et fiscal avec le droit privé de la famille	707
Annexe VI – Enjeux d’une proposition de lignes directrices ...	717
Annexe VII – Note sur le droit international privé	771
Annexe VIII – Motifs de la dissidence de Dominique Goubau	777
Annexe IX – Motifs de la dissidence de Suzanne Guillet	789